Mardi 13 novembre 1979 – No 1 165

BP 201 75926 Paris Cédex 19. CCP 30 226 72 D La Source. 2 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Cambodge : le droit à l'indépendance porté devant l'ONU

11e SESSION DU COMITE CENTRAL DU PCML

La 11e session du Comité central issue du 3e congrès du Parti communiste marxiste-léniniste s'est réunie à Paris les 10 et 11 novembre 1979.

A son ordre du jour, figurait notamment l'examen de la situation politique actuelle et la fixation de la ligne tactique du Parti concernant les tâches immédiates dans la classe ouvrière et parmi les masses populaires dans la lutte contre l'offensive réactionnaire du gouvernement et du patronat.

Des motions publiques et des résolutions internes ont été adoptées après discussion. Les premières seront publiées dans nos colonnes à partir du présent numéro. Le rapport politique présenté par le camarade Jacques Jurquet, Secrétaire général, a été adopté à une très large majorité. Des extraits en seront publiés dans notre journal.

Groupe Alsthom : solidarité !

Motion de la 11e Session du Comité Central du PCML

DEPUIS six semaines se déroule dans le groupe Alshtom, une des principales filiales du puissant trust CGE, un mouvement de grève sans précédent à l'Alsthom. Partie de l'usine de Belfort où se trouvent concentrés 7 000 travailleurs, en passant par Saint-Ouen, Marseille ou Tamaris, l'occupation résiste à toutes les menaces d'intervention policière et manœuvres de la direction.

De nombreuses initiatives sont prises par les grévistes pour renforcer localement le rapport de force en faveur de la classe ouvrière : la constitution d'un trésor de guerre, journées portes-ouvertes, manifestations avec l'appui massif de la population locale, actions spectaculaires telles celles à la Bourse de Paris ou le blocage des trains, etc. Au cours de ces luttes, c'est l'unité de la classe ouvrière qui se renforce à différents niveaux : unité syndicale, Français-immigrés, hommes et femmes ; ainsi que l'unité autour de la classe ouvrière des autres catégories.

Les deux journées d'action nationale et la marche sur Paris, communes sur tout le groupe Alsthom, ont à leur manière contribué à unifier la lutte. La coordination de tous les travailleurs du groupe doit se renforcer pour faire face à une direction unique, celle d'Ambroise Roux, président du CNPF.

La lutte unie et commune au groupe Alsthom est indispensable pour faire céder un trust aussi puissant que la CGE. Elle est en première ligne de la lutte frontale contre le plan Barre et peut contribuer efficacement à la remise en cause de la politique d'austérité du patronat et du gouvernement Giscard-Barre.

La solidarité active de TOUS est nécessaire dans tous les domaines, précisément en cas d'intervention policière. De même se pose avec acuité la solidarité matérielle la plus large. « *L'argent est le nerf de la guerre* », est-il courant de dire ! En tout cas, elle est une arme indispensable pour que les grévistes puissent tenir. C'est pourquoi le Comité central du PCML appelle à la solidarité financière qui, pour être la plus large possible, doit être posée dans les sections syndicales et organisée par elles.

PS : Le Comité central du PCML, au cours de sa 11e session plénière, les 10 et 11 novembre, a organisé une souscription auprès de ses membres. La somme de 470,50 F ainsi recueillie sera transmise aux grévistes de l'Alsthom par l'intermédiaire du comité de grève.

Voir l'article en page 3, et la motion du Comité Central du PCML

Maquisard cambodgien.

30e CONGRES DES METAUX CGT

Sainjon lance un appel à la démocratie et à la syndicalisation

SAMEDI 10 novembre à Nanterre, s'ouvrait le 30e congrès de la CGT-Métaux. « *Au cœur des ateliers, services et bureaux* », c'est ce thème de décentralisation au maximum de l'activité syndicale au plus près des travailleurs, qu'André Sainjon, le secrétaire fédéral a lancé le débat. C'est aussi ce qui a été au centre de la première discussion générale, dimanche toute la journée.

Sur le thème « *Au cœur des ateliers, services et bureaux* », c'est un véritable appel de crise qu'a lancé André Sainjon, samedi 10 novembre en ouvrant le 30e congrès fédéral de la métallurgie CGT, à la salle des congrès à Nanterre. Près de 800 délégués étaient là pour écouter ce long rapport d'ouverture. Plusieurs idées force dans ce discours : d'abord l'idée que la classe ouvrière « *s'oriente vers des luttes d'un contenu et d'une ampleur nouveaux* ». Les luttes se développent, les travailleurs y expriment une plus grande maturité : « *Une capacité militante exemplaire s'affirme dans les entreprises. Cette capacité s'est renouvelée, élevée du fait même de jeunes militants actifs, clairvoyants... Nous observons à tous les niveaux de l'organisation, une aptitude nouvelle aux analyses, suggestions, propositions, une volonté d'un débat démocratique entre les travailleurs.* »

RENFORCER L'ORIENTATION DU 40e CONGRES CONFEDERAL

Avec la question du débat démocratique, le 30e congrès métaux s'ouvre bien dans l'orientation du 40e congrès confédéral. Mais on peut dire qu'il se situe même à un palier supérieur. La situation des travailleurs est pire qu'il y a un an, les luttes ont pris une autre dimension, et surtout, les militants de la métallurgie font le bilan d'un an « d'ouverture ». Et s'il y a eu des progrès, il reste encore bien des problèmes. Certains délégués ont même fait état de sa non-application. Sainjon l'a répété à plusieurs reprises dans son intervention, comme un appel de mobilisation de toute la fédération : « *Notre présence dans l'atelier, le service, le bureau, l'entreprise est un enjeu politique, national... Cela impose à toutes nos organisations des responsabilités supplémentaires. C'est là que se vérifie la force irrésistible de la démocratie de masse* ».

(Suite page 3)

A PROPOS DE LA SITUATION EN COREE DU SUD

Le Parti du Travail de Corée déclare : «Le cours des événements a donné un coup sérieux à la domination fasciste»

L'éditorial du *Rodomg Sinmoum*, organe du Parti du travail de Corée constitue la première réaction de la République populaire démocratique de Corée (au Nord) à l'assassinat du dictateur Pak et à la situation actuelle en Corée du Sud. En même temps, le Parti du travail de Corée lance un appel historique au peuple de Corée du Sud, aux partis et à tous les patriotes pour avancer dans la voie de la réunification pacifique de la patrie coréenne en contrant les plans de l'impérialisme US qui veut perpétuer la division.

CES derniers temps, en Corée du Sud, l'affrontement de la démocratie et du fascisme, de l'union et de la division s'est exacerbé plus que jamais et la débâcle économique et la misère populaire ont atteint un point culminant.

A Bousan, Masan et dans plusieurs autres endroits de la Corée du Sud, la jeunesse estudiantine et les populations se sont massivement engagées dans des manifestations et révoltes anti « gouvernementales » contre la domination fasciste de « rénovation », pour la démocratie et leur droit à l'existence.

Le cours des événements en Corée du Sud a donné un coup sérieux à la domination fasciste, l'a ébranlée de fond en comble et a engendré une crise politique aiguë.

C'est dans cette crise et ce désordre que le dictateur Pak Jeung Hi de Corée du Sud a été tué par des coups de feu. A l'heure qu'il est, la Corée du Sud se trouve à un tournant important ; faut-il suivre comme auparavant la voie du fascisme et de la partition ou bien une voie nouvelle, celle de la démocratie et de la réunification pacifique ?

A cette heure des lourdes responsabilités, l'histoire de notre nation exige que tous ceux qui aiment le pays et se soucient de l'avenir de la nation en Corée du Sud se séparent résolument une fois pour toutes d'avec le vieux système d'hier et optent pour la voie de la justice et du patriotisme.

Tous les secteurs de la population sud-coréenne, ouvriers, paysans, jeunes étudiants et intellectuels, ne veulent plus de vie sous la dictature de « rénovation » de nature fasciste et scissionniste et réclament énergiquement une politique nouvelle, un régime nouveau, garantissant la démocratie et la réunification pacifique du pays (...)

A l'heure actuelle, les gouvernants actuels des États-Unis, tirant profit de la situation complexe créée en Corée du Sud, remuent ciel et terre pour éterniser la partition de la Corée et maintenir toujours la Corée du Sud sous leur domination.

Ils disent aux autres de ne pas exploiter la situation chaotique créée en Corée du Sud, mais ils cherchent eux-mêmes à utiliser les événements sud-coréens en faveur de leur politique de perpétuation de la division de la Corée.

En révélant leur intention de se mêler du choix du nouveau « président » sud-coréen, ils poursuivent leurs activités secrètes pour mettre sur pied un nouveau régime qui exécutera leur politique de « deux Corée ».

En même temps, après avoir donné l'« ordre d'alerte » à leurs troupes stationnées en Corée du Sud, ils rassemblent un grand nombre d'avions militaires et des flottes mobiles en Corée du Sud et dans les eaux côtières de celle-ci et palabrent constamment sur la « sécurité » et la « tenue des engagements ».

Ces agissements des forces extérieures constituent une ingérence déclarée contre notre pays et aggravent la complexité de la situation dans l'ensemble de la péninsule coréenne.

« UNISSONS-NOUS POUR RÉUNIFIER LE PAYS »

(...) Tout Coréen doit arborer le drapeau. Collaborons et unissons-nous pour réunifier le pays.

Nous devons collaborer et nous unir coûte que coûte pour empêcher les forces étrangères de pêcher en eau trouble, sauvegarder la dignité et l'honneur de notre nation ayant une longue histoire et accélérer la réunification de la patrie.

La grande union nationale est une garantie fondamentale de la réunification de la patrie (...)

Les différences d'idéologie, d'idéal et de régime entre le Nord et le Sud, même si elles existent, ne peuvent pas entraver l'unité de la nation. Nous devons nécessairement penser à l'œuvre de la réunification de la nation avant de discuter idéologies et idéaux. Nous devons nous préoccuper du destin de la patrie avant de discuter les différences de régime (...)

Puisque nous tenons à la réunification, vœu de la nation, et souhaitons ardemment l'unité, nous ne cherchons pas à demander compte du passé de personne et nous sommes prêts à coopérer même avec les anciens collègues du dictateur sud-coréen dès qu'ils quitteront la ligne qu'ils ont suivie (...)

L'affrontement des énormes forces armées du Nord et du Sud le long de la ligne de démarcation militaire est le facteur principal qui empêche le contact entre le Nord et le Sud et aggrave la tension en Corée. Ecarter le danger de guerre s'avère urgent (...)

Ce sont les forces étrangères qui incitent notre nation à la confrontation et à la guerre.

Si une guerre éclate dans notre pays à l'instigation de certaines forces extérieures, ce sera à leur instigation, c'est nous autres, Coréens, qui subirons des pertes et non pas ces forces extérieures.

Notre nation ne peut trouver l'issue que dans l'atténuation de l'état d'affrontement militaire du Nord et du Sud et dans l'élimination de la tension.

Maintenant, ce n'est pas le moment d'aggraver l'affrontement. Au contraire. Il est grand temps de trouver une issue pour la nation en éliminant l'affrontement du Nord et du Sud et en réalisant leur réconciliation (...)

Les gouvernants actuels des États-Unis doivent évacuer leurs troupes de Corée du Sud, s'abstenir de perpétrer des actes nuisibles à la coopération, à l'unité et à la réunification du Nord et du Sud et favoriser la réalisation de la réunification indépendante et pacifique de notre pays.

Si une force extérieure quelconque veut gagner quelque chose aux dépens des intérêts de notre nation, cela ne lui profite pas à elle non plus (...)

LE VOYAGE DE HUA GUOFENG EN EUROPE

Une victoire du peuple chinois

Le premier ministre Hua Guofeng vient de rentrer d'un voyage de vingt deux jours dans les quatre principaux pays de l'Europe de l'Ouest. Il s'agissait de la première visite officielle d'un chef de l'exécutif chinois dans des pays capitalistes occidentaux. C'est dire l'importance de cette tournée européenne du premier ministre chinois dont il est sans doute trop tôt pour dresser un bilan complet. On peut cependant dès maintenant dégager quelques éléments.

LES dirigeants de l'Union soviétique ont violemment critiqué ce voyage de Hua Guofeng disant que son but principal était de perturber l'atmosphère de « détente » en Europe et constituait une tentative pour dresser les pays ouest-européens contre l'Union soviétique. Déjà l'an dernier, quand Hua Guofeng était venu en visite officielle en Yougoslavie et en Roumanie, Brejnev s'était répandu en invectives l'accusant de venir fomenter des troubles dans les Balkans.

Les premières conclusions que l'ont peut tirer de ce voyage démentent complètement ce point de vue.

LE RENFORCEMENT DES LIENS ÉCONOMIQUES, COMMERCIAUX ET CULTURELS

Bien que ce ne soit pas là l'aspect essentiel, le renforcement des liens économiques et commerciaux ainsi que la coopération scientifique, technique et culturelle, consitue la manifestation la plus visible du succès de ce voyage de par les différents accords signés à cette occasion. « *La visite du premier ministre Hua a grandement contribué à l'établissement d'une base plus stable et plus sûre pour la coopération économique entre la Chine et les pays concernés* », a déclaré le correspondant à Rome de l'agence *Chine nouvelle*.

Le premier ministre Hua Guofeng a également profité de son séjour en Europe pour visiter des entreprises agricoles et industrielles ainsi que des instituts de recherche scientifique. Il tenait visiblement à voir par lui-même un certain nombre de réalisations susceptibles d'éclairer sa réflexion pour mieux assumer sa responsabilité de direction de l'économie chinoise. « *Il sera impossible à la Chine de réaliser ses quatre modernisations si elle reste isolée et refuse d'apprendre des autres pays* », soulignait dans un commentaire récent le même correspondant.

Par ailleurs c'est la première fois depuis l'instauration du pouvoir populaire en Chine que le dirigeant suprême de l'État établit des relations personnelles avec les dirigeants de quatre des principaux pays capitalistes. Grâce à ce voyage, la Chine va pouvoir occuper pleinement sa place dans le concert des nations.

LA POLITIQUE ÉTRANGERE DE LA CHINE MIEUX COMPRISE

Ces premiers échanges avec des dirigeants occidentaux ont permis au premier ministre Hua Guofeng de mieux faire comprendre la politique étrangère de la Chine. Certes, celle-ci est toujours basée sur la ligne définie par le président Mao et le premier ministre Zhou Enlai, mais la situation a évolué depuis lors. Il est donc devenu nécessaire d'éclairer l'opinion mondiale sur les applications concrètes de cette ligne dans la période actuelle en fonction de la nouvelle situation.

Certes, on peut s'informer de tout cela en consultant les nombreux documents chinois sur ces problèmes, ainsi que les déclarations officielles. Cependant, les dirigeants des quatre pays visités ont tous exprimé leur satisfaction d'avoir pu s'informer de façon plus concrète et plus approfondie à travers les entretiens en tête à tête avec le principal dirigeant de la République populaire de Chine. Ils ont pu notamment mieux comprendre que la Chine ne s'oppose pas à une authentique détente, mais à « *un semblant de détente qui puisse être utilisée pour cacher une expansion ou une agression* ».

Comme l'a si justement souligné un commentateur de l'agence *Chine nouvelle* : « *Personne ne peut croire que le dirigeant chinois est habile au point de pouvoir réduire en cendres la "détente" existant dans une région qu'il visite ou d'y faire surgir soudainement une tension jusque là inexistante* ». Après ce voyage, on s'aperçoit au contraire en Europe de l'Ouest que la Chine veut sincèrement la paix et que son principal dirigeant est un homme en qui on peut avoir confiance. Les tournées européennes du premier ministre Hua Guofeng en Yougoslavie et en Roumanie l'an dernier, cette année dans quatre pays de l'Europe de l'Ouest, sont une contribution essentielle au front uni antihégémonique des pays et des peuples du tiers monde et du second monde.

Henri BERTHAULT

CISJORDANIE

Le maire de Naplouse est menacé d'expulsion

LE maire de Naplouse est menacé d'être expulsé de Cisjordanie sous prétexte d'avoir approuvé une opération effectuée par la résistance en mars 1978 en Palestine occupée. Dimanche, une grève générale de solidarité a paralysé de nombreuses villes de Cisjordanie à l'appel des maires de la région. La femme du maire de Naplouse qui a déposé une requête devant la Cour suprême israélienne a déclaré que cette mesure arbitraire fait « *partie d'une campagne orchestrée contre les maires patriotes qui s'opposent au projet d'autonomie* ».

Par ailleurs, l'armée sioniste a réquisitionné 7 000 hectares de terres cultivées pour en faire des terrains de manœuvres, au nord-ouest de la Cisjordanie. Les paysans qui ont élevé une protestation craignent que ces terres deviennent par la suite des colonies israéliennes.

ONU : DEBAT POLITIQUE SUR LE CAMBODGE

Un droit inaliénable : l'indépendance

Après la conférence humanitaire internationale qui s'est tenue à New-York, la semaine dernière, ce lundi s'ouvre à l'ONU le débat politique sur la question du Cambodge et sur l'invasion de ce pays par les forces armées vietnamiennes.

CETTE question a été mise à l'ordre du jour de l'ONU, sur proposition des cinq pays de l'ASEAN (Thaïlande-Singapour, Philippines, Indonésie, Malaisie), inquiets pour leur propre avenir face aux ambitions de Hanoï.

Il y a fort à parier que Hanoï, épaulé par Moscou, fera tout pour remettre sur le tapis la question de la représentativité du Cambodge à l'ONU. Déjà, un dirigeant du régime pro-vietnamien de Phnom Penh a déclaré, ces derniers jours, au cours d'une conférence de presse, qu'il exigeait que son régime soit reconnu par l'ONU, auquel cas il assisterait au débat en tant que « représentant légitime » du Cambodge.

Pourtant, cette question a déjà été discutée et réglée en septembre puisque 85 pays ont voté pour le gouvernement du Kampuchea démocratique qui siège dans le maquis. Ce vote, faut-il le souligner, est un désaveu complet de l'invasion vietnamienne et montre que la majorité des pays de l'ONU refuse de reconnaître le gouvernement fantoche installé à Phnom Penh par l'armée vietnamienne.

Parmi ces 85 pays, le tiers monde est à la pointe. Ce qui s'explique très bien dans la mesure où, ces dernières années, l'Union soviétique, directement ou par Cuba ou Vietnam interposés, a multiplié ces interventions en Asie et en Afrique. Des pays comme la Somalie, l'Egypte, le Zaïre, le Pakistan ne sont pas prêts d'oublier les pressions dont ils ont été victimes ; voilà pourquoi ils sont solidaires du peuple cambodgien et réclament le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge.

Quant à la superpuissance américaine, sa position contre l'invasion vietnamienne s'explique par sa crainte de voir l'ensemble de la région d'Asie du Sud-Est (jusqu'ici liée à elle), de plus en plus dominée par l'URSS. Ce qui signifierait un nouveau recul des USA, au profit de Moscou.

Parmi les pays capitalistes industrialisés, certains comme le Japon ont pris une position très claire contre l'invasion vietnamienne. Pour le Japon, l'enjeu est important : la majeure partie de ses importations (en particulier le pétrole) passe par le détroit de Malacca, au sud de la Malaisie. Si la région tombe sous la coupe de l'URSS, par le biais du Vietnam, l'approvisionnement du Japon en matières premières devient tributaire du bon ou du mauvais vouloir de Moscou...

Pour d'autres pays comme la RFA, la Belgique, la Grande-Bretagne, leur prise de position relativement ferme sera-t-elle maintenue ou au contraire essaieront-ils de minimiser la responsabilité de Hanoï dans le drame du peuple cambodgien ?

Nul doute que la Chine et les pays du tiers monde qui combattent l'hégémonisme feront tout pour unir ces pays dans la revendication du retrait vietnamien du Cambodge.

Claude LIRIA

En France, plusieurs personnalités de différents horizons politiques ont pris position contre l'invasion vietnamienne (cf. liste des signataires de l'appel pour la conférence de Stockholm, de soutien à la lutte du peuple cambodgien contre l'envahisseur).

Le gouvernement français doit, lui aussi, maintenir une position claire et nette. Le droit à l'indépendance de chaque pays est consigné dans la charte de l'ONU. Il doit être respecté.

Troupes vietnamiennes hors du Cambodge !

CAMBODGE

APPEL DU COMITE CENTRAL DU PCML

DEPUIS bientôt un an, le peuple cambodgien vit une véritable tragédie. Des centaines de milliers d'hommes, de femmes, d'enfants sont déjà morts, victimes des balles, des bombardements, des gaz toxiques utilisés par les troupes d'agression vietnamiennes. Les autorités de Hanoï organisent la disparition de plusieurs centaines de milliers d'autres, par la stratégie de la famine : en chassant les paysans des rizières, en paralysant la production, en bloquant l'aide internationale par un chantage inadmissible.

Cette situation est la conséquence de l'expansionnisme vietnamien, activement soutenu par l'hégémonisme soviétique, qui menace d'étendre la guerre à tout le sud-est asiatique et menace la paix mondiale.

Seul le départ immédiat de la totalité des troupes vietnamiennes du Cambodge peut permettre de sauver le peuple cambodgien et de rétablir la paix dans la région.

Le comité central du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) appelle tous ses militants et tous les anti-impérialistes, en particulier ceux qui ont soutenu les luttes antiaméricaines des peuples vietmanien, lao et cambodgien, à se mobiliser activement :

— Pour exiger que l'aide humanitaire recueillie puisse être immédiatement distribuée à l'ensemble de la population cambodgienne, quelles que soient les zones d'influence où elle se trouve ;

— Pour condamner l'agression vietnamienne et exiger le départ immédiat des troupes vietnamiennes du Cambodge ;

— Pour soutenir la résistance des patriotes cambodgiens.

Le comité central du PCML appelle ses militants et organismes à prendre en main concrètement la solidarité avec le peuple cambodgien :

— Par l'organisation de réunions d'informations sur la situation au Cambodge et en Asie du Sud-Est ;

— Par la participation à toutes les initiatives qui, comme la conférence mondiale de Stockholm des 17 - 18 novembre prochains, ont pour but d'exiger le départ des troupes vietnamiennes, le droit pour tout le peuple cambodgien de régler lui-même ses propres affaires et l'organisation immédiate de l'aide humanitaire contrôlée par les organisations internationales.

30ème CONGRES DES METAUX CGT

SAINJON lance un appel à la démocratie et à la syndicalisation

(suite de la page 1)

APRES avoir à peine abordé les propositions fédérales de définir avec les syndicats « des objectifs détaillés » « liant revendications sociales et propositions industrielles », le secrétaire fédéral revient au problème de la démocratie : *« Ne croyons surtout pas qu'en matière de démocratie les choses sont réglées définitivement. Il s'agit d'une école permanente et renouvelée... Nous observons encore des pratiques routinières qui paralysent toute évolution... Le lien fondamental entre travailleurs et un syndicat comme la CGT devrait... faire évoluer dans un sens positif la pratique de la délégation de pouvoir aux élus et directions syndicales, vers l'exercice réel du pouvoir par les syndiqués et les travailleurs ».*

Pour la démocratie, pour renforcer la CGT, il faut aussi *« porter une attention particulière à quatre catégories de salariés »*, les employés, les OS, la maitrise et les ingénieurs, cadres techniciens (ICT). Il faut aussi se battre pour l'unité syndicale *« combat permanent qui n'autorise aucun relachement de nos positions de classe ».*

Les vifs applaudissements de la salle, aux moments clé du discours, ont montré l'écho de la démarche fédérale, chez les militants présents. Pour la démocratie, pour l'unité d'action, pour refuser le consensus aussi : *« La France n'est pas la RFA, ce n'est pas la Grande-Bretagne. Les travailleurs ont la chance de s'être dotés d'une organisation syndicale de classe : la CGT. C'est le meilleur rempart contre l'exploitation. »*

AU COEUR DES PROBLEMES DES TRAVAILLEURS

Enfin, l'appel vibrant lancé à la syndicalisation a trouvé beaucoup d'explications dans la discussion générale du dimanche. Si André Sainjon lance avec tant de conviction : *(...) « L'isolement, c'est le contraire de la vraie liberté car un travailleur isolé est une proie facile pour le patronat. C'est au fond, un travailleur enchainé. Etre un travailleur libre, c'est être un travailleur organisé syndicalement... »*

En effet, la CGT métaux semble être particulièrement touchée par une perte d'effectif qui, sans être chiffrée pour l'instant, a été présentée comme grave par les militants qui sont intervenus dans la discussion générale dimanche. C'est ce qui explique aussi les difficultés financières, la demande de la fédération d'augmenter la cotisation de plus de 30 % et la discussion qui doit avoir lieu sur le maintien de la VO métaux.

C'est sur l'action dans les entreprises, ses difficultés, mais aussi ses succès que les interventions décentralisées ont eu lieu dimanche. Pour élargir le débat, quatre carrefours avaient lieu en même temps toute la journée, sur ce thème — unique pour tous les carrefours — au centre du congrès. Et la richesse de la discussion a montré un désir profond de comprendre et de rassembler pour faire échec au patronat, le désir de surmonter les difficultés avec les travailleurs. La porte ouverte par le 40e congrès confédéral semble bien passer dans les faits, même si ce n'est qu'un début.

Lundi 12 novembre, la discussion général se poursuit en assemblée générale.

ORLEANS : «BAVURE» POLICIERE

Une balle dans la tête en guise d'enquête

Un jeune homme de vingt ans, Claude François, a été blessé d'une balle dans la tête par un policier au cours d'un contrôle routier. Il lutte contre la mort à l'hôpital d'Orléans. Une malheureuse bavure prétend la police. Et de toute façon, ce serait la faute de l'ordinateur.

VOICI les faits. Samedi 10 novembre au soir, Claude François se dirige vers Orléans en compagnie de deux amis pour y passer la soirée. Il est au volant d'un coupé 504 qu'il a acheté quinze jours plus tôt. S'arrêtant pour faire le plein vers 22 h 30 à une station service au sud d'Etampes, il paie par chèque et poursuit sa route. Le pompiste a des doutes quant à la validité du chèque (la signature lui paraît douteuse et le chèque raturé). Ayant noté le numéro de la voiture sur la plaque d'immatriculation, il prévient la police.

ORDINATEUR ET COW-BOYS

Il se trouve que le commissariat est équipé d'un terminal d'ordinateur. Consulté, celui-ci donne le nom du propriétaire qui n'est pas le même que celui inscrit sur le chèque. Ni une ni deux, les policiers font une déduction rapide : le conducteur du véhicule est un voleur. Avec une promptitude zélée, ils lancent l'alerte. Vers 23 h 05, une patrouille d'Orléans qui a reçu le message intercepte le véhicule. Pour être équipés le matériel moderne, les policiers n'en sont pas moins cows-boys. D'après les témoins, un policier en civil faisant partie de la patrouille aurait dégainé vite fait un 357 magnum qu'il aurait braqué sur la tempe du conducteur. Ce malheureux policier aurait eu la malchance, c'est du moins la version fournie par la police, de crisper son doigt sur la détente. La nervosité aidant, la crispation, toujours d'après la police, a fait partir le coup de feu, blessant grièvement le jeune homme à la tête. Il a été transporté à l'hôpital d'Orlans où il lutte contre la mort.

ORDINATEUR ET BAVURES ONT BON DOS

C'est seulement apres coup (encore un hasard malheureux) que le service régional de police judiciaire d'Orlans s'est livré à une enquête plus sérieuse, à la demande du procureur de la République. Le véhicule comme le carnet de chèque appartenaient bien à la victime. Celui-ci n'était nullement un voleur. Il avait simplement acheté un véhicule volé trois ans auparavant mais retrouvé ensuite.

Les services ont songé à faire enregistrer par l'ordinateur le vol, mais pas la récupération du véhicule et le changement légal de propriétaire. C'est sur cette première bavure que s'est greffée la bavure des policiers. Mais peut-on parler de « bavures » quand la chasse à l'homme, aux jeunes, aux immigrés est érigée de plus en plus en système.

Quand les policiers peuvent se permettre de dégainer et tirer en toute impunité sur des gens sans défense, au nom, bien souvent d'ailleurs, d'une prétendue « légitime défense ». Une impunité qu'il faut dénoncer. Une pente glissante à laquelle il faut donner un coup d'arrêt.

Daniel MARAIN

NUCLEAIRE - CLERMONT-FERRAND

Incidents intolérables

LE vendredi 9 novembre dans l'après-midi, des militants faisaient signer la pétition nationale contre le nucléaire devant la librairie du Musée. Un groupe de personnes, se présentant comme des forains, et se déclarant « pour le nucléaire » viennent réclamer l'emplacement. Ils prétendent interdire la signature de la pétition et très rapidement agressent les militants (coups de poings, coups de pied, etc.). Les forces de police présentes ne se sont pas opposées à ces violences. Au contraire, poussées par leurs chefs, elles ont même embarqué plusieurs militants dont des responsables du bureau de l'UIB-CFDT.

Elles se sont aussi saisies, par la violence, du matériel de la CFDT. Elles se sont introduites par force dans la librairie du Musée où s'étaient réfugiés des militants.

Après de tels incidents, on peut se poser des questions sur le rôle qu'on veut faire faire jouer à la police. Des démarches sont entreprises auprès de la mairie et de la préfecture pour faire libérer les militants. De tels incidents ne sauraient être tolérés.

Les militants et organisations continueront à s'opposer à la politique nucléaire du gouvernement.

Signataires : CFDT, CSF, CSCV, Groupement scientifique pour l'information sur l'énergie nucléaire, MRG, PS, PSU, PCML, Amis de la terre, MRJC, JOC, Union fédérale des consommateurs.

AIX-EN-PROVENCE : AVIATION CIVILE

L'action se poursuit

IL vient d'être signifié aux ingénieurs (voir les motions de soutien dans l'HR No 1 163) par la direction de la navigation aérienne que s'ils maintenaient leur solidarité (c'est-à-dire, non remplacement des grévistes et refus de faire des enquêtes pour les sanctions) ils encouraient le conseil de discipline.

Déjà une première réponse : les ingénieurs de Bordeaux CGT-CFDT ont informé la direction qu'ils continuaient à être solidaires non seulement en parole mais dans leur action de refus de briser la grève.

D'autre part, il se dégage dans les centres de contrôle régionaux de Paris à Athis-Mons, de Bordeaux et d'Aix-en-Provence un très fort courant favorable à la continuation de l'action.

Les assemblées générales ont été beaucoup plus massives qu'auparavant : 200 personnes à Paris, 110-120 à Aix-en-Provence, notamment. Et à la quasi unanimité, le mouvement revendicatif avec les arrêts de décollage a été reconduit (suivant des modalités particulières à chaque centre) jusqu'à vendredi où se tiendront des assemblées générales sauf pour Paris ou l'assemblée générale se tiendra mercredi.

Ainsi, les déclarations du ministre et les graves menaces qui pèsent contre nous n'ont pas indimidé le personnel mais au contraire ont renforcé sa combativité.

A noter l'entrée dans l'action, de façon très radicale, des électroniciens de la sécurité aérienne qui, à Brest, à Paris et à Bordeaux, ont commencé à déménager certains meubles des salles de contrôle pour faire une maintenance préventive. Ceci a pour conséquence de fermer les sections de contrôle et donc de paralyser encore plus le trafic.

Ces actions sont faites en dehors des périodes de décollage faites par les contrôleurs. Ainsi, la lutte des électroniciens et des contrôleurs se renforce mutuellement : c'est un point très important.

Sur le bilan de la grève des techniciens de l'aviation civile, le syndicat FO qui est très représenté dans cette catégorie de personnel, n'ayant pas appelé à la grève, le pourcentage de grévistes a été de 40 % ce qui est jugé très très positif, pour ce genre d'action.

Dans la mesure où l'action paralysant le trafic se poursuit, il y aura certainement ce lundi une réponse du ministre.

Mouvement de grève des aiguilleurs du ciel en 1978.

A l'Alsthom-Belfort, les travailleurs tiennent bon

A L'ALSTHOM-Belfort, les travailleurs tiennent bon malgré les tentatives de la direction pour faire reprendre, sans accorder satisfaction aux revendications. Jeudi soir, la direction a voulu organiser un vote sur ses propositions ridicules et scandaleuses. Elle a organisé des services de cars. Résultats : une énorme gifle. Sur 5 500 votants à bulletin secret, 62 % se sont prononcés pour la continuation de la lutte. C'est-à-dire plus que la dernière fois et cela au bout de six semaines de grève. Au piquet, ce soir là, c'était la joie. Pendant ce temps la direction essayait de réembaucher des ouvriers qu'elle avait licencié auparavant. Dans quel but ? Sans doute pour pouvoir les utiliser contre les grévistes, dans l'immédiat ou dans l'avenir.

La commission de conciliation s'est réunie samedi sans que ça donne rien. Samedi plusieurs milliers de travailleurs ont manifesté dans la ville. D'autres usines Alsthom sont aussi toujours en lutte comme à St-Ouen, Villeurbanne, etc. Une journée de solidarité devrait avoir également lieu cette semaine, mercredi ou jeudi dans les entreprises de la Franche-Comté.

BUTIONS.... CONTRIBUTIONS .... CONT

A PROPOS DE STALINE, DE L'URSS ET DU SOCIALISME

Balayer le dogmatisme et revenir au marxisme

QUI le niera ? Le marxisme est actuellement en crise — la crise la plus profonde qu'il ait jamais traversée. Il n'y a là nulle raison de sombrer dans le pessimisme : *crise du marxisme ne veut pas dire faillite du marxisme !* Il faut simplement faire fonctionner nos cerveaux pour avancer, pour résoudre la crise. Le marxisme ne peut en aucun cas être la répétition de « dogmes » émis voilà cinquante ans ou cent ans. Il doit être une *recherche matérialiste constante sur la réalité*, la recherche permanente de la vérité — *et des moyens pour transformer la réalité*.

On peut faire actuellement deux constatations.

Premièrement. Les régimes « socialistes » actuels ne coïncident pas, et n'ont *jamais* coïncidé, avec l'idée du socialisme esquissée par *Marx*, qui s'appuyait sur une analyse des sociétés capitalistes *développées* et théorisait l'expérience de la Commune de Paris. Les révolutions victorieuses de ce siècle ont eu lieu *exclusivement* dans des pays sous-développés, *contrairement* aux prédictions de Marx (en Europe de l'Est, dans les pays développés comme la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est, la « révolution » a été accomplie par les chars russes). Dire ceci n'enlève rien à la valeur théorique de ces révolutions, mais cela doit amener à réfléchir.

AUCUNE ANALYSE SERIEUSE DE L'URSS

De plus, certains de ces pays, comme l'URSS, connaissent actuellement un régime qui représente une aliénation encore plus grande que les régimes occidentaux. Ceci ne suffirait pas à provoquer une crise du marxisme... si les dirigeants de l'URSS et des autres pays qui lui sont inféodés ne se prétendaient pas les seuls gardiens de l'orthodoxie marxiste... et si nous, qui n'y voyons pas une réalisation de l'idéal socialiste, étions capables d'en présenter une analyse marxiste. Mais tel n'est — hélas ! — pas le cas. C'est seulement depuis quelques années — dix années au plus — que des marxistes commencent à y réfléchir sérieusement dans nos pays européens. Les hypothèses diverses s'entre-choquent, c'est très bien, *mais on y voit encore très peu clair.*

Deuxièmement. Il n'existe encore guère de théorie fiable de la révolution dans un pays capitaliste développé comme le nôtre. Marx avait dit à ce sujet des choses fort intéressantes, mais voilà ! — ses prédictions ne se sont pas réalisées et, depuis, la situation a sensiblement évolué, notamment du fait de la révolution industrielle et technique que nous connaissons depuis plusieurs décennies.

Comment se fera la révolution socialiste dans un pays comme le nôtre, avec quels moyens, avec quelles alliances ?

AUCUNE IDÉE SUR LA RÉVOLUTION EN FRANCE

Reconnaissons que *nous, PCML, n'avons aucune idée à ce sujet*, pour la bonne raison que *nous n'avons pas (encore) d'analyse digne de ce nom de la réalité française actuelle.*

C'est là le second aspect de la crise du marxisme, qui ne concerne bien sûr pas seulement le PCML, mais l'ensemble de ceux qui, dans notre pays et dans les pays analogues, aspirent sincèrement au socialisme.

Comment faire pour résoudre cette crise, ou plutôt, soyons modestes, pour contribuer à sa résolution ?

Dans une récente tribune du 4e congrès, un camarade s'émouvait que notre secrétaire général — et notre quotidien — ait osé « critiquer » Staline. Et de réclamer que l'on revienne encore et toujours sur les aspects positifs de son œuvre, dont nous ne devrions pas, précise-t-il, avoir honte.

Eh bien, camarade, si j'ai honte de quelque chose, c'est bien de cet immobilisme doctrinal, de la répétition ininterrompue de « recettes » révolutionnaires et de dogmes — au nom desquels, soit dit en passant, *on tend à passer sous silence tous les crimes* — pas vagues, ni au conditionnel, mais très concrets — *commis au nom du marxisme, au nom du socialisme et au nom de la classe ouvrière.*

Assez de ce tri opéré parmi les faits — on évoque ceux qui nous plaisent, on « oublie » ceux qui nous gênent ! Piètre matérialisme, en vérité, que celui qui refuserait de prendre en considération certains faits !

EN FINIR AVEC LE DOGMATISME

Assez de ce dogmatisme intemporel et désuet ! Un exemple : on présente souvent la Révolution d'Octobre 1917 comme « la voie universelle » d'émancipation de la classe ouvrière. N'est-ce pas ridicule quand on sait :

— 1) Que cette révolution a eu lieu il y a plus de soixante ans dans un contexte sensiblement différent du contexte actuel ;

— 2) Que cette révolution a eu lieu dans un pays arriéré économiquement, alors que le nôtre est développé ;

— 3) Que le régime issu de la Révolution d'Octobre s'est progressivement, mais rapidement, transformé en un régime aux antipodes de ce que Marx entendait par socialisme.

(Et reconnaître ces réalités n'enlève rien à la valeur de la Révolution d'Octobre ni à l'œuvre de Lénine — au contraire !).

Assez des jugements a priori ! Comment le camarade peut-il affirmer, reprenant en cela les affirmations de Jacques Jurquet d'ailleurs, que la période de Staline est principalement positive alors même que l'un et l'autre estiment indispensable de procéder à une « *analyse matérialiste dialectique et historique profonde* » ? Attendons d'avoir avancé dans l'analyse pour émettre des jugements comme cela ! Pour l'instant, *vous jugez dans le vague, camarades*, et l'expérience *personnelle* ne peut, au surplus, pas tenir lieu d'analyse.

Le camarade auteur de la contribution pose la question : « *La vérité est-elle toujours révolutionnaire ?* »

LE MARXISME N'EST PAS UN CATÉCHISME

Oh, que oui, camarade, elle l'est et plus que jamais ! Encore faut-il *vouloir* la trouver, et pour cela, d'abord, ouvrir les yeux et faire fonctionner nos cervelles. Mais c'est à ce prix, et à ce prix *seulement*, en considérant le marxisme comme une science, comme l'« *analyse concrète de la réalité concrète* » et NON COMME UN CATÉCHISME, que nous pourrons avancer.

Deux points encore. Certains vont peut-être s'effrayer à la simple idée des remises en cause de nos dogmes passés (et actuels) que cela peut entraîner. A ceux-là — s'il en est — je répondrai qu'il faut être un bien piètre marxiste pour avoir peur de la réalité.

Certains aussi vont peut-être estimer que nous rendons service à la bourgeoisie en ébranlant des (pseudo-) « certitudes » sur Staline et sur l'histoire de l'URSS et du socialisme. Mais en vérité, quel immense service nous lui rendrions en maintenant contre vents et marées *des « certitudes » que la réalité, la vie et l'histoire ont ont dénoncées et dénoncent comme des mensonges.*

Jean SCHUBERT
Le 7 novembre 1979

BRITISH LEILAND (2)

Une telle situation serait-elle possible en France ?

Après avoir abordé dans un premier temps le vote des ouvriers de British-Leyland et les problèmes du syndicalisme anglais, nous allons aborder aujourd'hui les conséquences de ce vote chez nous. Pour finir, nous essaierons d'analyser l'avenir de British-Leyland.

CHEZ nous, la situation n'est pas identique. Les traditions syndicales sont très différentes comme les traditions politiques. Les contradictions ont toujours été très vives et la lutte entre les partis politiques très dures. A de rares exceptions, syndicats et patrons ont collaboré de façon aussi nette.

L'histoire du syndicalisme est différente chez nous. Le mouvement syndical est historiquement marqué par l'anarcho-syndicalisme et le réformisme. Mais rarement, le réformisme a pu s'emparer de la direction du mouvement syndical. Les traditions anarcho-syndicalistes ont été très fortes à la CGTnotamment par la charte d'Amiens (1906) qui prônait la grève générale comme moyen d'en finir avec le capitalisme.

De 1922 à 1935, la social-démocratie a dominé la CGT et le syndicalisme a connu un net recul. La CGTU créée par le PCF incarnait à l'époque un syndicalisme de classe très marqué.

Cela ne signifie pas que le réformisme n'ait pas cherché ou ne cherche pas, depuis 1935, à gangrener le mouvement syndical. Cela a déjà été tenté par la scission de FO en 1947 ou les tentatives de pénétration du PS dans la CFDT.

Même si pour nous, la CGT n'incarne pas un syndicalisme de classe authentique qui veuille la rupture effective avec le capitalisme, n'empêche que sa présence comme celle du courant anticapitaliste à la CFDT empêche dans la situation actuelle de telles pratiques de collaboration de classe ouverte.

Il ne pourrait ne plus en être de même si la gauche venait au pouvoir, l'exemple de 1944-1947 de « reconstruction nationale » est là pour nous le rappeler.

LA TACTIQUE DU « CONSENSUS »

L'événement de chez Leyland, les éclats des *Echos* des déclarations de Ceyrac nous interpellent sur le « consensus ». Depuis les législatives de mars 1978 le patronat, ayant senti des faiblesses du côté de la CFDT, cherche à casser le front syndical CGT-CFDT.

Les hommes des monopoles cherchent à resserrer les rangs autour de leurs plans de restructurations. Dans un premier temps, ils ont joué la négociation et ont réussi à faire signer des accords sur les salaires (rémunération annuelle garantie dans la métallurgie) peu favorables à l'unité des travailleurs dans la bataille sur le SMIC.

Dans la bataille de la sidérurgie, ils ont réussi à briser l'unité des syndicats puisque FO et la CFDT ont signé la convention sidérurgie. Mais depuis l'été, ils ont lancé une grande offensive contre les acquis des travailleurs qui a eu pour conséquence de reconstituer le front syndical CGT-CFDT.

Mais la bataille pour le « consensus » va continuer et l'affaire Leyland en Grande-Bretagne ne peut qu'être un encouragement pour eux.

QUE VA DEVENIR LA BRITISH-LEYLAND ?

Ce vote, à quoi va-t-il servir ? Les 25 000 licenciements sont désormais une chose certaine. Mais cela réglera-t-il les problèmes de British-Leyland ? Edwardes prétend que BL a un avenir en tant que firme, qu'elle peut fonctionner de manière autonome. Ce qui est déjà en contradiction avec le fait que British Leyland a passé des accords avec Honda. British Leyland produira des Honda sur ses chaînes de montage. Il y a cinq ans, British Leyland produisait 1 500 000 voitures. En 1985, les capitalistes annoncent 800 000.

Les grands groupes multinationaux français, américains, japonais, italiens, allemands comme Toyota, Renault, Ford, GM, Fiat, Volkswagen produisent plus d'un million de véhicules chacun et ils cherchent à s'entendre parfois pour limiter les effets de la concurrence ou maintenir un relatif statu-quo.

C'est d'ailleurs ce que confirme Derek-Robinson, un militant syndicaliste anglais qui dit : « *Nous sommes en train d'assister à la fin de l'âge d'or de l'automobile. Aux États-Unis, des restructurations importantes sont en train d'avoir lieu, les groupes se concentrent. C'est ça ou disparaître. Alors, vous pensez, Leyland là-dedans... Je crois qu'au niveau européen, les groupes sont obligés d'être interconnectés. Même Fiat et Volkswagen en passeront par là. L'opération Leyland est assez simple dans ce contexte : démantèlement de la principale industrie automobile de notre pays pour pouvoir l'intégrer dans un groupe tel que Ford* ». (*Libération* du 5 novembre 1979).

Donc, à en croire Derek Robinson, British Leyland n'a pas d'avenir et le plan d'Edwardes est du sabotage. Le vote des travailleurs pour « sauver » Leyland devient une gigantesque farce macabre. Cette solution n'en est pas une pour les travailleurs. Toute solution d'ordre industriel ne peut être qu'un piège pour les travailleurs, l'exemple de Leyland est là pour le montrer. Elle conduit généralement à la liquidation de tous les avantages acquis par les luttes des travailleurs et constitue un retour en arrière.

Yves LEPIC

La recherche à but lucratif

Les chercheurs de l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) sont en lutte. Sous l'impulsion de leurs syndicats respectifs le SNTRS-CGT, le SNCS-FEN et le SGEN-CFDT, ils multiplient lettres ouvertes au premier ministre, manifestations et délégations pour s'opposer au plan Massenet. *« Ces mesures auraient pour conséquences le sabordage de la recherche fondamentale française et l'asservissement du potentiel existant aux intérêts financiers à courte vue »*.

L'application de ce plan Massenet obligerait les chercheurs à travailler sur des axes définis par les grandes firmes industrielles, par conséquent ils devraient se soumettre à une mobilité géographique et thématique.

LA lutte des chercheurs de l'INSERM n'est pas une lutte isolée, elle converge avec celle du CNRS (Centre national de recherche scientique).

En effet, plusieurs institutions se partagent le terrain de la recherche biomédicale : le CEA, le CNEXO, l'IRIA dépendent du ministère de l'industrie, le DRET de l'armée, le CNRS des Universités, l'INRA de l'agriculture, l'INSERM et l'Institut Pasteur de la santé, l'ORSTOM et le GERDAT de la coopération (1).

Pierre Aigrain : le père de la restructuration du CNRS.

La restructuration dans la recherche se fait par le biais de deux plans, le plan Massenet pour l'INSERM, le plan Aigrain, mijoté par Saunier-Seïté pour le CNRS.

Depuis septembre 1979, c'est décidé : la branche « sciences exactes » du CNRS travaillera pour les grandes firmes, sa branche « sciences humaines » se transformera en instrument de marketing au service des entreprises et du commerce extérieur.

RHONE-POULENC ET L'INSTITUT PASTEUR

L'Institut Pasteur, qui reçoit une partie de ses subventions du ministère de la santé, inaugurera prochainement son travail avec les grandes firmes.

Dans le domaine de la génétique, l'Institut Pasteur se regrouperait avec l'Institut Pasteur Production, l'Institut Mérieux (filiale de Rhône-Poulenc) et Bio-Mérieux.

Dans celui de la cancérologie, le GIRPI (regroupement de l'Institut Pasteur et des laboratoires Choay) se regrouperait avec l'Institut Pasteur et la SANOFI (Elf-Aquitaine).

Dans les deux cas de regroupement, l'Institut Pasteur abandonnerait la majorité du capital et la responsabilité des organes de direction à Rhône-Poulenc et à la SANOFI.

Ceux-ci régneront en maîtres absolus, dans peu de temps, dans les secteurs de la recherche en génie-génétique, de la cancérologie et de la neurologie (2).

Une telle politique aggravera les différences d'investissements dans les divers domaines de la recherche biomédicale. Son budget est divisé en secteurs PAP (Programmes d'action prioritaires) et « non-prioritaires », voir l'encadré.

LA MEME ORIENTATION...

Plusieurs constatations découlent de la lecture de ces chiffres. Les 2,5 % consacrés aux maladies des os et des articulations sont bien insuffisants, puisqu'on constate une augmentation du nombre de morts dues à ces maladies. Les personnes âgées sont plus sujettes à ce genre de maladies. Or, la proportion de personnes âgées devient de plus en plus importante dans la population française. Est-il normal de ne pas se donner les moyens de soigner les personnes âgées ?

Par ailleurs, 4,2 % (en actions prioritaire) uniquement sont consacrés à la santé publique, alors qu'elle est le domaine exclusivement de l'INSERM. Des problèmes aussi importants que l'épidémiologie causale ou descritpive, tous les problèmes d'environnement au sens large, les essais de médicaments, l'évaluation des méthodes de diagnostic et de traitement regroupés dans la santé publique ne sont pourtant traités que dans cinq unités de recherche.

Il faudrait augmenter les crédits, mais ce n'est pas apparemment le chemin emprunté puisque toute la recherche sera liée à l'intérêt des grosses firmes.

Le plan Massenet enfourche et chevauche le même cheval de bataille que Veil, lorsqu'elle a réduit les lits dans les hôpitaux, que Barrot lorsqu'il a annoncé les mesures de la sécurité sociale en juillet, que Barre lorsqu'il réduit les crédits aux hôpitaux.

Nathalie VILLOTIERS

Notes :
(1) CEA : Commissariat à l'énergie atomique.
CNEXO : Centre national pour l'exploitation des océans.
IRIA : Institut de recherche d'informatique et d'automatique.
DRET : Direction de la recherche, des essais et de la technologie.
CNRS : Centre national de la recherche scientifique.
INRA : Institut national de recherche agronomique.
INSERM : Institut national de la santé et de la recherche médicale.
ORSTOM : Office de la recherche scientifique et technique d'Outre-mer.
GERDAT : Groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale.
(3) Epidémiologie causale ou descriptive : études des conséquences et des modalités de manifestation de différents germes (virus, bactéries).
(2) Neurologie : étude du fonctionnement et des maladies du système nerveux.

Répartition du budget par objectif

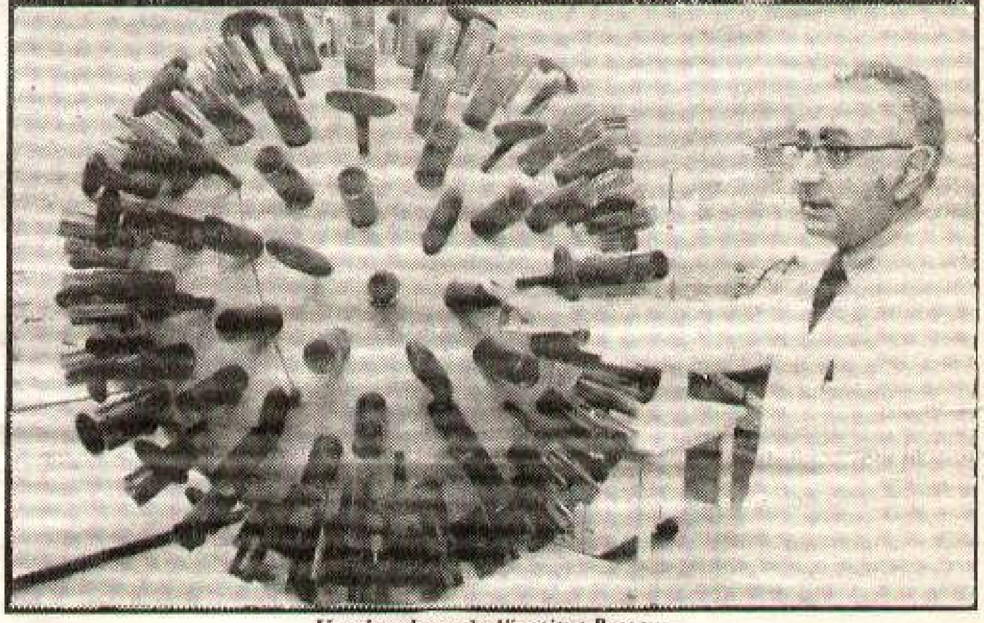
OBJECTIFS DE PROGRAMME D'ACTION PRIORITAIRES

Cerveau, santé mentale : 8,6 %
Reproduction génétique, périnatalité : 8,3 %
Pathologie digestive : 7,8 %
Nutrition : 2,6 %
Immunologie : 6,2 %
Prévention des nuisances : 2,2 %
Génie biologique et médical : 2,3 %
Pharmacologie : 2,8 %
Microbiologie : 3,5 %
Interaction moléculaire : 4,1 %
Santé publique : 4,2 %.

OBJECTIFS NON PRIORITAIRES

Cancer : 7,6 %
Sang : 7,3 %
Cœur : 5,1 %
Rein : 5 %
Poumon : 4,9 %
Os et articulation : 2,5 %
Organes des sens, muscles, radiologie, peau : 15 %.

Une recherche asservie aux besoins des industriels.



Un chercheur de l'institut Pasteur deviendra-t-il chercheur pour Rhône-Poulenc ou Elf-Aquitaine ?

L'Humanité Rouge bimensuelle est parue

l'Humanité Rouge

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE

Sommaire

Editorial

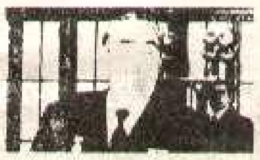
Le fil de l'actualité

International

Magazine

13

URSS



7

Informations syndicales

24

PEINTURE

ECHOS *des entreprises et quartiers*

Page réalisée par Yves Lepic

HAYANGE-SONACOTRA

Ça coince dans la magistrature

L'AFFAIRE du foyer Sonacotra de Hayange n'a pas fini de faire couler de l'encre, ni de faire grincer les dents des magistrats qui, depuis un an, font expulser les résidents des foyers Sonacotra au nom du peuple français.

Comment le juge d'Hayange a-t-il pu rendre le 6 novembre un jugement qui demandait à surseoir à une expulsion déjà effectuée au vue des « difficultés d'application » ? Comment a-t-il pu, au lendemain d'un arrêt de la cour d'appel de Metz qui confirmait l'expulsion, réaffirmer l'existence de « difficultés d'application » et renouveler son jugement précédent en demandant le retour provisoire des résidents en leur foyer pour une période de 8 jours ? Nous laissons le soin aux juristes de l'expliquer clairement à travers les cinq pages coriaces de délibéré du 9 novembre du tribunal d'Hayange. Le deuxième jugement de Hayange risque fort de ne pas mieux être exécuté que le premier du fait de l'inertie du pouvoir d'exécution, à savoir la préfecture. Il y a des flics pour expulser des résidents en fonction d'un référé du tribunal de Thionville. Il n'y a pas de flics pour les aider à réintégrer leur foyer en application d'un autre référé du tribunal de Hayange.

Réuni en séance extraordinaire, le conseil municipal a approuvé le relogement des résidents expulsés dans une MJC de Hayange et a décidé en outre une intervention auprès du préfet et un recours en « tierce opposition » de la municipalité.

Au soir du 9 novembre, les résidents de Marspice-Hayange ont le moral. Ils ont pour eux le soutien d'une municipalité. Ils ont beaucoup d'amis autour d'eux. Enfin, ils ont eu affaire avec un juge qui n'a pas essayé de les enfoncer et qui a fait l'effort de les comprendre et même de les défendre. Même s'ils n'attendent pas de miracle du juge Bidalou, c'est pour eux plus qu'une surprise. C'est un peu un éblouissement.

Correspondant THIONVILLE

VISSERIE DANJOU

Le tribunal de grande instance de Lille a rendu son jugement

LE tribunal de grande instance de Lille a rendu son jugement sur le référé de la visserie d'Anjou. Le secrétaire des métaux CGT, ainsi que l'élu du PCF sont mis hors de cause. Par contre, les six travailleurs assignés peuvent être expulsés s'ils font « obstacle au droit des sociétés à disposer à elles seules de leurs biens et marchandises ».

La vigilance et le renforcement du soutien avec les travailleurs de chez Danjou s'impose donc.

SAINT-NAZAIRE

Répression à la SNIAS

DANS le conflit qui oppose depuis plusieurs semaines les syndicats CGT et CFDT et les travailleurs à la direction de la SNIAS, cette direction vient de franchir un nouveau pas. Elle vient, en effet, d'annoncer la mise à pied du secrétaire et du trésorier du syndicat CGT. De plus, 47 militants CGT ou CFDT ont reçu une lettre d'avertissement. La direction a porté plainte contre X après l'occupation du bureau du chef du personnel fin septembre, et des plaintes nominatives pour détournement de dossiers (dossiers restitués, précisent les syndicats). Vendredi 9 novembre, les syndicats CGT et CFDT ont appelé à des meetings dénonçant la direction et ajoutant fort justement à leurs revendications (suppression du boni, augmentation de 160 F pour tous, embauche et maintien du travail qualifié à Saint-Nazaire et maintien du secteur outillage) la levée des sanctions contre le personnel.

Correspondant Saint-Nazaire

COUTANCES

Agression fasciste contre le local de l'UL-CGT

DANS la nuit du lundi au mardi 6 novembre, des individus ont pénétré dans le local de l'Union locale CGT de Coutances et y ont tout saccagé, renversant chaises, meubles et dossiers, cassant tout ce qu'ils pouvaient trouver, déchirant les affiches aux murs et détériorant le duplicateur du local. Les dégâts sont importants. Par ailleurs, en différents endroits, les individus ont essayé de mettre le feu à des papiers et affiches.

Sur place, constatant les dégâts, des militants de la CFDT ont exprimé leur solidarité. L'émotion est vive chez de nombreux travailleurs. Il ne peut s'agir d'un simple fait divers. D'ores et déjà, l'US-CFDT, le SGEN-CFDT et le PCML (voir ci-joint) ont exprimé leur solidarité. D'autres témoignages suivront assurément.

Communiqué du Parti Communiste Marxiste-Léniniste

LE Parti communiste marxiste-léniniste (Coutances-Manche) dénonce vigoureusement l'acte fasciste commis contre le local de l'UL-CGT de Coutances. Nous assurons les militants de cette organisation syndicale de notre totale solidarité. C'est en fait l'ensemble des travailleurs qui sont concernés par cette odieuse mise à sac. Cette agression est à replacer dans le contexte plus général de l'offensive antipopulaire d'ampleur menée depuis de longs mois par le gouvernement Giscard-Barre et par le patronat.

Offensive qui vise entre autres à remettre en cause des acquis chèrement obtenus par les travailleurs (droits à la santé, droits syndicaux, etc., la répression policière n'existe-t-elle pas aussi à Coutances ?).

De tels actes qui visent à saboter les outils que se donnent les travailleurs pour la lutte ne doivent pas être tolérés. Nous appelons les travailleurs à la vigilance. A ce sujet, nous demandons à la municipalité de Coutances de prendre position publiquement car il ne s'agit pas, en la circonstance, d'un simple fait divers.

Vignette-moto : la lutte se poursuit

Samedi, au Havre, les motards ont manifesté, avec humour, contre le projet gouvernemental.

Le ministre de l'intérieur menace de confisquer les motos des jeunes qui manifestent contre la vignette.

BLOC-NOTES

LA RÉVOLUTION NATIONALE ALGÉRIENNE ET LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
DE JACQUES JURQUET
Éditions du Centenaire
Tome III, 466 pages, prix* : 45 F

Également disponibles :
le Tome I : 28 F
le Tome II : 45 F

En vente dans toutes les bonnes librairies
Aux Herbes sauvages, 70, rue de Belleville, Paris 20e
Et par correspondance, à Livres service**,
24, rue Philippe de Girard - 75010 Paris
(rajouter 3 F pour un volume, 5 F pour deux ou trois volumes, pour participation aux frais de port. Libellez vos chèques au nom des Herbes sauvages)

* Prix Herbes sauvages
** Service de vente par correspondance des Herbes sauvages.

L'OUED EN CRUE DE BEDIYA BACHIR

L'Oued en crue c'est la montée irrésistible de la révolte du peuple algérien, des profondeurs de l'oppression coloniale jusqu'à sa libération.
Vingt-cinq ans après le 1er novembre 1954.
PRIX 22 F :
– aux *Herbes sauvages*, 70, rue de Belleville – PARIS 20e
– à *La Force du livre*, 33, rue René Leynaud – LYON 1er.
– au service de vente par correspondance *des Herbes sauvages*, livres service, 24 rue Philippe de Girard – PARIS 10e.
Libellez les chèques au nom de la librairie, ajoutez 3 F de participation aux frais de port.

EXPOSITION
LA PEINTURE CHINOISE
LIBRAIRIE
la force du livre
33 RUE RENE LEYNAUD 69001 LYON

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge
Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.
Pour toute correspondance :
L'Humanité Rouge :
B.P. 201 – 75926 Paris cédex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10
Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 4e trimestre 1979

RADIOS

«Chers auditeurs, vous écoutez l'Elysée !»

L'affaire des diamants de Bokassa, plus récemment l'affaire Boulin, ont mis en relief l'importance de l'information pour le pouvoir. J'en veux pour preuve que les attaques dont ont été la cible certains journaux, les luttes d'influence aussi entre *Le Progrès* de Lyon et *Le Dauphiné libéré*. La presse écrite en effet, malgré le poids du groupe Hersant, échappe encore au contrôle total du pouvoir. Mais le gouvernement a bien d'autres atouts : en matière d'information, il a la mainmise totale sur les trois chaines de télévision, c'est connu. Mais surtout, il contrôle discrètement mais fermement les radios : ces radios, *RMC, Europe 1, RTL, Sud-Radio, France-inter*, qu'on croit indépendantes sont prises dans la toile d'une araignée appelée Sofirad, toile dont tous les fils mènent à l'Élysée. Tout un système pour empêcher que n'éclate la vérité. La vérité sur les scandales, les magouilles, la vérité sur les licenciements et les luttes. Une vérité qui dérange ceux d'en haut !

C'est au nom du monopole que les émissions des radios-libres sont brouillées par TDF (Télédiffusion de France) et que leurs animateurs sont inculpés. Vingt-cinq inculpations récemment. Tout le monde a en mémoire l'inculpation de Mitterrand ainsi que la prise d'assaut du local du Parti socialiste par la police pour saisir le matériel de *Radio riposte*.

M COMME MONOPOLE

Barre a parlé d'« anarchie » pour caractériser la situation qu'entrainerait le développement des radios non contrôlées par l'Etat. Car, c'est bien de contrôle qu'il s'agit, de contrôle du pouvoir sur l'information. En effet, le pouvoir viole le premier cette loi du monopole au nom de laquelle il condamne, il inculpe, il brouille la voix de tous ceux qui ne peuvent pas s'exprimer sur les ondes officielles. Par le biais de la Sofirad (Société financière radiophonique) et de l'*Agence Havas*, l'Etat détient le contrôle de radio privées, *Europe 1, RTL, RMC, Sud Radio*, qu'on dit périphériques, mais dont certaines ont leurs émetteurs sur le territoire et qui toutes réalisent leurs émissions sur le territoire français.

S COMME SOFIRAD

La Sofirad appelée aussi la pieuvre. Date et lieu de naissance : sous l'occupation, à Vichy, elle était destinée à mettre en place une station vantant les mérites d'Hitler, *Radio Monte Carlo*. Xavier Gouyou-Beauchamps, actuel PDG de la Sofirad, définit ainsi les objectifs de cette société : « *Son existence même a une finalité politique, il faudrait être hypocrite ou ignorant pour limiter le rôle de la Sofirad aux finances.* » La Sofirad est le moyen idéal par lequel l'Etat plante ses griffes dans tous les secteurs de l'information de pointe et de l'audiovisuel. La Sofirad, véritable porte-voix de la propagande gouvernementale non seulement en France mais aussi à l'étranger, qu'on en juge plutôt.

RADIO MONTE CARLO

C'est le plus ancien pion de la Sofirad, créée en 1942 pour diffuser les idées pro-allemandes dans la zone sud. Par le biais de cette station, la Sofirad est présente non seulement à Monaco, mais aussi en Italie, à Chypre, et dans plusieurs pays du Maghreb où RMC est relayé ou entendu.

Europe 1 est l'autre grande société dominée par la Sofirad mais (chut !), ne l'ébruitez surtout pas, cela ferait perdre à *Europe* son auréole d'indépendance.

LA SOMERA

Cette société appartient pour 55 % de ses parts à la Sofirad. Elle diffuse des émissions françaises vers le Moyen-Orient à partir de l'émetteur de Chypre avec l'appui technique de *Radio-Monte-Carlo*. Curieusement, la Sofirad s'intéresse beaucoup au Moyen-Orient, la région du pétrole.

LA COMPAGNIE LIBANAISE DE TÉLÉVISION

Cette société dont 53,6 % des parts sont dans le portefeuille de la Sofirad, poursuit ses activités au Liban. Elle n'avait même pas cessé ses émissions lors des affrontements qui ont déchiré le Liban de 1976 à 1978. La Sofirad est donc un instrument aux mains de la bourgeoisie française dans sa politique en direction du tiers monde.

TECHNISONOR, RFP, ET TELEFRANCE-USA

La troisième direction dans laquelle la Sofirad dirige ses activités est l'audiovisuel. Par le biais de *Radio Monte Carlo*, elle contrôle Technisonor, société qui produit des émissions de télévision. Pour faire bonne mesure, la Sofirad possède 13 % de la fameuse *Régie française de publicité* dont nous admirons les spots tous les jours sur TF1 et A2.

TELEFRANCE USA

Les firmes industrielles françaises qui veulent assurer leur succès commercial aux Etats Unis tendent de plus en plus à créer des filiales sur place et à s'y installer. Rien de tel pour les soutenir moralement que d'installer aussi aux USA une chaine de télévision française. La Sofirad s'est encore une fois dévouée. Créant au moyen d'*Europe 1* et avec la participation de la *Gaumont* : Télé-France Usa. La Sofirad est bien la pièce maitresse du gouvernement dans sa volonté de contrôler et d'imposer son information, elle le sent même dans son soutien à l'implantation des monopoles français aux USA.

LA SSE, SOCIÉTÉ SPÉCIALE D'ENTREPRISE

Cette société n'a absolument rien à voir avec la Sofirad, si ce n'est que son PDG, Jean-Antoine Laborie vient d'entrer au conseil d'administration de la Sofirad. En effet, la SSE appartient à *Europe 1*, elle-même contrôlée par la Sofirad.

Mais qui est ce Jean-Antoine Laborie ? Il dirigeait la branche satellites de la société Matra (co-propriétaire d'*Europe 1* avec la Sofirad) et comme il faut bien, après tout, utiliser les compétences de chacun, on dit qu'il prépare la mise en place d'une télévision privée par satellite, dont l'émetteur d'origine serait *Télé-Monte-Carlo*. La 4e chaine en somme et... pirate.

LES HOMMES DU PRÉSIDENT

Tout cela est bien touffu. Et ce n'est pas la Sofirad qui nous aidera à y voir clair dans ses activités. Néanmoins, dans la jungle des émetteurs, ont trouve des fils conducteurs. De même que les fils d'une toile mènent à l'araignée, ils nous conduisent tous à l'Elysée et au président de la République. Il faut savoir en effet que Christian Chavanon n'a été nommé à la tête de RTL qu'après concertation au plus haut niveau entre Valéry Giscard d'Estaing et Gaston Thorn, alors premier ministre luxembourgeois.

Le changement des hommes à la tête de la Sofirad, reflète de façon très serrée, les changements de président de la République et l'évolution ou le renversement des rapports de force au sein de la majorité. Voici une petite histoire de la 5e république à travers les ondes. Il était une fois un gaulliste pur et dur, Pierre Lefranc, qui resta à la tête de la Sofirad sous le général De Gaulle puis que Pompidou finit par évincer en 1973, au profit de Denis Baudoin. Lequel Denis Baudoin, à la mort de Pompidou eut tôt fait de devenir chiraquien, ce qui lui permit de tenir jusqu'au départ de Chirac de l'Hôtel Matignon.

C'est monsieur Xavier Gouyou-Beauchamps, 41 ans, *ancien porte-parole de l'Élysée*, qui préside aux destinées de cette belle société : « *J'ai été nommé parce qu'il y avait un poste à pourvoir, un trou, (...) il est naturel que le président de la République choisisse parmi les gens qu'il connait* », dit ce dernier.

UN EXEMPLE : MICHEL BASSI

La nomination des PDG de chaque station illustre les querelles RPR-UDF dans la majorité. Ainsi, Michel Bassi a été nommé PDG de *RMC* pour succéder indirectement à un serviteur de Chirac. Bassi est l'ancien chef du service politique du *Figaro*, ancien producteur de l'émission « *A Armes égales* » avec Alain Duhamel, autre journaliste indépendant. Il deviendra ensuite l'adjoint de Jean-Philippe Lecat, actuel ministre de la culture, qui dirigeait alors le service de presse de l'Élysée. Bassi dirigera ensuite « *l'association pour la Démocratie* » chargée de promouvoir l'image de marque de Giscard en vue des élections de mars 1978. Il était donc logique que ce monsieur qui a toujours eu une âme d'informateur se retrouve à la tête de *RMC*.

C COMME CONTROLE ET CENSURE

Si la Sofirad, se porte financièrement très bien, merci pour elle, ses dirigeants sont avant tout des politiques chargés de veuiller au contenu des informations distillées par les petites boites à musique. C'est avec le limogeage de Maurice Siégel, à propos duquel on avait parlé de l'intervention de Chirac auprès du PDG de la Sofirad, que l'on a vraiment pris conscience que le gouvernement pouvait faire tomber les têtes dans les radios dites privées.

Tous les jours, les ministères reçoivent une note d'écoute émanant des services du premier ministre. Cela ne suffit pas toujours, il arrive au PDG de la Sofirad de téléphoner aux stations ou même de se rendre sur place pour vérifier le contenu d'une information. Ce qu'avait fait le PDG en 1976, se rendant à *Europe 1* écouter la copie d'un reportage, pour savoir s'il avait été fait mention d'un étudiant mort au cours d'une manifestation.

Même si toutes les interventions ne prennent pas un tour aussi ouvert, il est des coups de téléphone entre directeur de station et directeur de la Sofirad qui peuvent briser des carrières.

Il est notoire aussi que le gouvernement a remplacé les directeurs style Jean Farran, Maurice Siegel (hommes de radios formés sur le tas) par des énarques administrateurs formés dans les cabinets ministériels. Ils dirigent une administration bicéphale, un directeur est chargé des programmes (la publicité) un autre de l'information (la politique).

S'il y a monopole ce n'est pas celui de la radio, mais celui de l'information par la mainmise de l'Elysée sur la Sofirad qui elle-même contrôle étroitement tous les postes périphériques.

Voilà qui explique qu'à Longwy, qu'à l'Alsthom-Belfort les travailleurs en lutte fassent leur propre radio. Voilà qui disqualifie aussi la fameuse « société libérale avancée » et le catéchisme de Giscard intitulé « *La démocratie française* ».

Léon CLADEL

Bibliographie : Philippe Aubert « Ces voix qui nous gouvernent » chez Alain Moreau.

LES PARTS DE L'ETAT DANS LE CAPITAL DES RADIOS

— 100 % dans *Radio France* ;
— 56 % dans l'agence *Havas* qui par le biais d'une société de portefeuille contrôle *RTL* ;
— 100 % dans la *Sofirad* qui détient
36 % d'*Europe 1*
80 % de *Radio Monte Carlo*
99 % de *Sud radio*.